



EDITORIAL

Nucléaire et climat: même combat pour la vie

Nous assistons à une collision frontale entre la prise de conscience du changement climatique et la sortie du nucléaire. Il y a quelques années, avant la sortie du film d'Al Gore et son prix Nobel, avant Katrina, on entendait déjà le slogan "la solution au changement climatique, c'est plus de centrales nucléaires". On pouvait penser que ce n'était là qu'un argument de bistro qui ne ferait pas mouche, tant il est vrai que l'ensemble de la filière nucléaire, de la mine au dépôt, émet des quantités considérables de CO₂. Or, aujourd'hui, l'argument a touché une majorité de la population. L'opinion publique a dramatiquement évolué sur le nucléaire. A tel point que les exploitants de centrales nucléaires demandent l'autorisation de prolonger l'exploitation de la centrale de Mühleberg et une autorisation pour construire une nouvelle centrale à Gœsgen, prétextant "pénurie d'énergie" et "protection du climat". La tâche d'inverser l'opinion sur le nucléaire exige d'apporter un scénario énergétique combinant à la fois la dé-carbonisation et la sortie du nucléaire. Ce mélange de renouvelables et d'efficacité énergétique à l'horizon 2035 est bien plus réaliste et enthousiasmant que de perdurer dans les énergies du passé, destructrices et ruineuses que sont le nucléaire, le charbon et le pétrole. Nous avons trois ans jusqu'au référendum sur Gœsgen II. Nous avons plus que jamais besoin de votre soutien. Merci par avance.

PdR

Il a dit:

"C'est difficile de faire comprendre quelque-chose à quelqu'un lorsqu'il est payé pour ne pas comprendre."

Upton Sinclair
Journaliste et écrivain
1878-1968

Incidents, faibles doses et cancers

Cette année en France, le feuilleton médiatique de l'été n'était pas une affaire de mœurs ou un mariage présidentiel, mais quelque chose d'étonnamment important pour une fois: des incidents répétés dans des centrales nucléaires.

Le premier incident s'est déroulé dans la centrale du Tricastin au nord-ouest du Vaucluse. Une cuve remplie d'une solution contenant de l'uranium a débordé dans un bac de rétention, endommagé quelques jours plus tôt par un engin de chantier. Le bac rempli accidentellement a cédé, libérant plusieurs mètres cubes de liquide radioactif dans le ruisseau le plus proche. Au sud de la centrale, une trentaine de fermes et d'habitations ont été touchées, leurs habitants puisant l'eau pour leurs besoins et pour l'irrigation des cultures dans la nappe phréatique contaminée. A fin août 2008, on mesurait dans cette nappe jusqu'à 17 microgrammes d'uranium par litre, alors que le seuil fixé par l'OMS est de 15 microgrammes. Selon la CRII RAD, "les violations des limites de rejets radioactifs (au Tricastin) dans l'atmosphère ont été largement dépassées en 2006 et 2007 déjà". Les rejets radioactifs dans l'environnement ne se limitent pas à l'été 2008. Les rejets radioactifs dans l'environnement ne se limitent pas au Tricastin, les

contaminations de l'été 2008 concernant plusieurs sites: Socatri (Bollène, Vaucluse), Romans-sur-Isère (Drôme), St-Alban (Isère), Comurhex (Pierrelatte, Drôme). Pourtant c'est cette année que les articles de la presse française ont parfois adopté un ton de défiance envers les interlocuteurs d'AREVA, les poussant à la défensive et donnant la parole à Stéphane Lhomme, porte-parole omniprésent du réseau français de Sortir du nucléaire. Tout cela donnait une ligne éditoriale très inhabituelle dans la presse à grand tirage. Gageons qu'il s'agit du réflexe des médias d'alimenter les débats et de ne pas seulement donner la parole au lobby du nucléaire. Après avoir longtemps prétendu que tout allait bien, M. Hugues Blachère, directeur du site du Tricastin, presque deux mois après le premier incident, annonçait "nous avons engagé 350 000 euros pour le raccordement au réseau d'eau potable des fermes qui étaient jusqu'à présent reliées à la nappe phréatique". Areva a également décidé de débloquer des fonds pour améliorer la



surveillance environnementale et sanitaire du Tricastin: 20 millions d'euros sont prévus. Ils vont s'ajouter aux 13 millions déjà engagés pour la rénovation de la station de traitement des eaux industrielles sur laquelle s'était produite la fuite. Pendant que M. Blachère prétendait en même temps que "Areva se perfectionne avec pour objectifs le développement durable et le progrès continu", les Français apprenaient par la même presse, avec 6 mois de retard (sic), la publication d'une recherche majeure sur la santé des riverains de centrales nucléaires en Allemagne. L'étude commandée par l'Office fédéral allemand de la protection radiologique a révélé que plus l'on se rapproche d'une centrale nucléaire, plus la prévalence de cancers infantiles augmente. Et cela alors que la radioactivité artificielle ne dépasse pas les valeurs limites officielles. C'est dire à quel point ces valeurs limites sont inefficaces pour éviter des contaminations cancérigènes. Tous les articles générés par les incidents récents ont fait office de feuilleton de l'été, qui tournait autour de la confiance à accorder ou non aux exploitants des centrales nucléaires. C'est tant mieux pour le débat sur le nucléaire, mais c'est bien peu par rapport au débat qui aurait dû s'orienter sur les valeurs limites d'exposition aux radiations. Des valeurs limites qui permettent de poursuivre l'exploitation des centrales. Des valeurs qui ne tiennent pas compte des conséquences de l'ex-

position chronique à de faibles doses. Les incidents de cet été nous rappellent que le matériel de l'industrie atomique, en vieillissant, devient encore plus dangereux. Le rapport 2007 de l'inspecteur général de la sûreté nucléaire en France constatait "une montée des problématiques d'obsolescence des matériels ou des composants, souvent découvertes tardivement, alors que les délais de traitement sont en général longs." Dès l'année prochaine, la France entame la longue série des troisièmes visites décennales qui concernent les 34 réacteurs les plus anciens, dont Fessenheim (Haut-Rhin) et Tricastin. Durant ces visites, se posera la question de la prolongation de leur durée de vie. En Suisse, une demande de prolongation de la période d'exploitation de la centrale de Mühleberg, prolongation accueillie par plusieurs recours, est en attente d'être approuvée. A quand une étude en Suisse sur les faibles doses et sur la répartition géographique des cas de leucémies infantiles, qui viennent "en tête des cancers induits par les radiations"(1)?

PdR

(1) Pr E. Lengfelder, *Strahlenbiologisches Institut, Universität Ludwig Maximilian, Munich*

Sources: Le Journal du dimanche, L'Express, Le Monde, Libération, Les Echos, Le Figaro, CRIIRAD, Réseau Sortir du nucléaire, France.

Agenda

Symposium ER'08 à Yverdon

La HES-SO tiendra son symposium ER'08 sur Les énergies renouvelables et l'environnement dans le domaine du bâtiment les 9 et 10 octobre 2008 à Yverdon-les-Bains. Inscription gratuite pour les étudiants. S'exprimeront à Yverdon des conférenciers de réputation nationale et internationale. Ils présenteront des constructions de qualité recourant aux énergies renouvelables.

Contact:

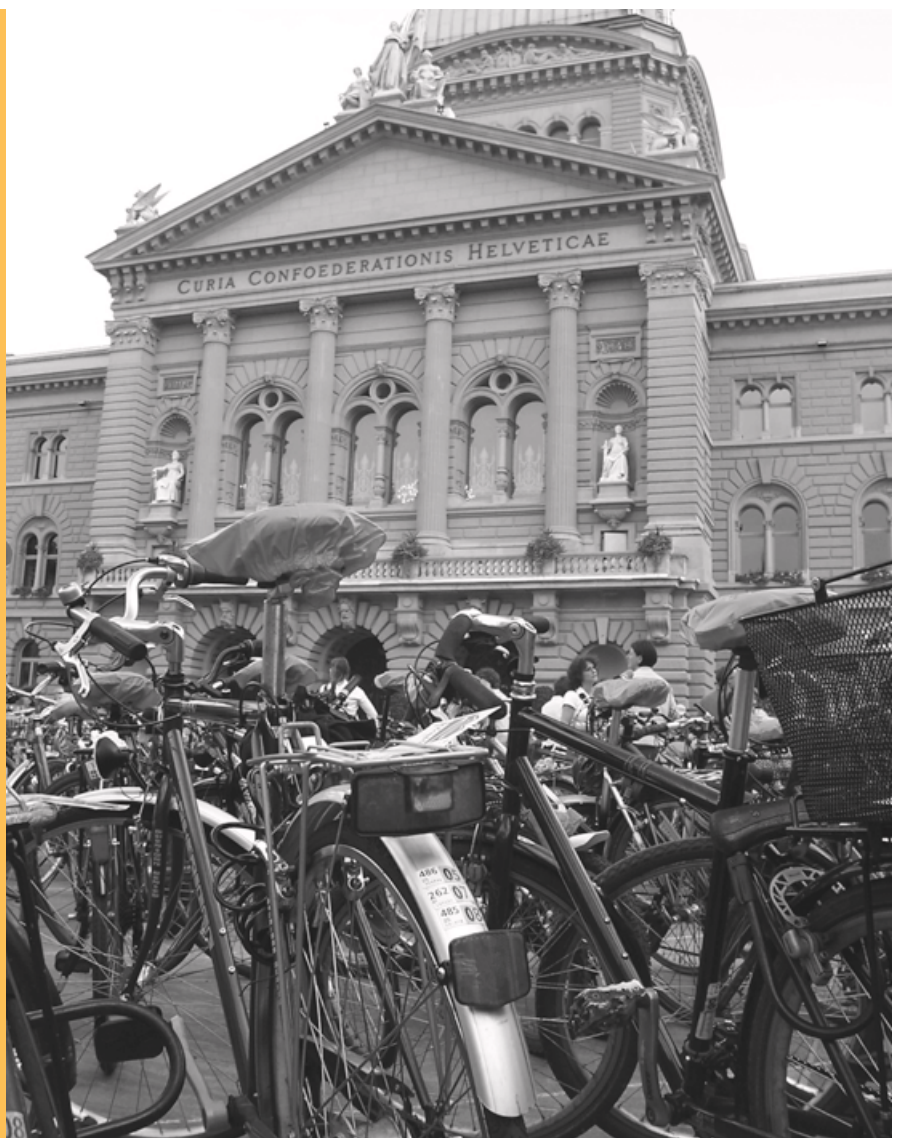
www.energies-renouvelables.hes-so.ch
tél.: 024-557 61 51

Assurance RC des centrales nucléaires suisses

Nos centrales nucléaires sont assurées en responsabilité civile pour seulement 1,8 milliard de dégâts alors qu'un rapport de la protection civile suisse estime à plus de 4000 milliards de francs le montant des dégâts potentiels. Si un accident survient, c'est l'Etat (Confédération, cantons et communes) qui payera et non les exploitants. Cette aide de l'Etat à l'énergie nucléaire est une distorsion de concurrence inacceptable vis-à-vis des énergies renouvelables.

Le 11 septembre 2008, 900 vélos se sont réunis sur la Place fédérale pour illustrer ce problème de sous-assurance des centrales nucléaires. En effet, lorsque vous achetez une vignette pour votre vélo, vous êtes assuré-e en RC pour 2 millions de francs. Les RC des 900 vélos présents représentent ensemble les 1,8 milliard de francs de RC d'une centrale nucléaire suisse (900 x 2 millions = 1,8 milliard).

IC



Ørlikon Solar: une entreprise suisse favorise l'essor du solaire dans le monde entier

Le 25 août 2008, Ørlikon Solar a inauguré officiellement à Trübbach (SG) une ligne pilote de fabrication de panneaux photovoltaïques. Cette entreprise, qui avait 28 employés en 2006, en compte 520 aujourd'hui et prévoit 1000 employés et un milliard de chiffre d'affaires pour 2009!

C'est que Ørlikon Solar, exploitant des techniques mises au point à l'Institut de microtechnique de Neuchâtel, ne se limite pas à fabriquer des panneaux solaires, mais a conçu des chaînes de production ultramodernes pour les fabriquer. Et elle en vend dans le monde entier, tant le produit est intéressant.

Jusqu'à présent, on produisait industriellement soit des cellules composées de cristaux de silicium "sciés" en tranches de plus en plus fines, ayant de bons rendements, mais chères, soit des panneaux de silicium "amorphe" moins chers, mais produisant moins d'électricité par m². Les

nouveaux panneaux d'Ørlikon Solar se composent de couches minces, une amorphe et une microcristalline, déposées sous vide sur du verre. Ils ont un bon rendement et sont bon marché. Ils devraient permettre, dans deux ans, d'obtenir dans des pays bien ensoleillés, des kilowattheures meilleur marché que ceux provenant du réseau, et le début d'un véritable "boom solaire". On comprend dès lors les déclarations de D. Khandpur, responsable du développement technologique chez Ørlikon Solar, qui affirme que "en 2035, 20% de la demande mondiale d'énergie sera satisfaite grâce au solaire", contre moins de 1% aujourd'hui. D'ailleurs Ørlikon Solar va bientôt inaugurer à Singapour une usine qui produira pour le marché asiatique des usines clés en main, pour fabriquer des panneaux solaires.

CvS

Une nouvelle étape pour la géothermie

Le projet pilote européen pour la "géothermie des roches profondes" à Soultz-sous-Forêts (à 180 km au nord de Bâle) est entré dans une nouvelle phase: l'installation de production d'électricité a été inaugurée, en juin, par le premier ministre français François Fillon.

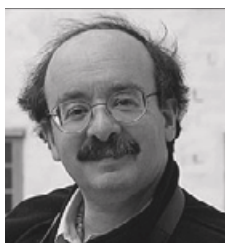
Le projet correspondant de Bâle est bien avancé aussi, mais il a causé des micro-séismes lors de la stimulation des fractures dans le rocher par injection d'eau sous haute pression. Ces problèmes, même s'il n'étaient pas inattendus, ont incité les autorités à suspendre les travaux le temps de réaliser des études sismiques approfondies.

La géothermie des roches profondes (en anglais Deep Heat Mining) aura de grands avantages: elle permettra de produire de l'électricité sans émissions de CO₂ au moyen d'une source d'énergie renouvelable, indépendante des conditions atmosphériques, et la chaleur résiduelle pourra être utilisée pour le chauffage.

La géothermie des roches profondes pourrait produire en Europe près de deux fois la consommation d'électricité de la France.

HG

Amory Lovins à Zurich: de l'énergie pour toute l'année



Amory Lovins, écrivain, chercheur et consultant étasunien, a publié son premier article en faveur du "faire plus avec moins d'énergie" en 1975. Depuis lors, la pensée dominante et la situation économique l'ont presque rattrapé. Ce qui le différencie de ses homologues francophones, c'est une orientation vers la solution et non vers le problème, et un art de s'exprimer qui galvanise les auditeurs. C'est ce qu'on pu constater les trois cents personnes qui sont venues l'écouter lors

du Congrès de la Fondation suisse de l'énergie à Zurich le 12 septembre 2008. A une question sur les subventions cachées pour le nucléaire, il a répondu "Il faut demander aux entrepreneurs étatistes déguisés en libre-entrepreneurs s'ils accepteraient que toutes les formes de production d'énergie soient en libre compétition. Je peux vous dire qui ne sera pas en faveur de ce marché vraiment libéralisé: les monopolistes, les oligarques du nucléaire qui n'aiment ni la compétition ni les nouveaux venus". Le corédacteur de "Facteur 4" se bat sur le terrain de l'économie. Une brèche que les antinucléaires Suisses ont depuis lors pris à bras le corps.

PdR

Centrales nucléaires: quels risques pour les enfants?

Une étude devra établir si les centrales nucléaires suisses exposent les enfants à un risque accru de leucémie. Les travaux viennent de démarrer et les résultats sont attendus en 2011.

L'étude CANUPIS (Childhood Cancer and Nuclear Powerplants in Switzerland) sur le cancer de l'enfant à proximité de centrales nucléaires a été mandatée par la Ligue suisse contre le cancer et par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Elle découle d'une étude allemande dont les

résultats ont été publiés à la fin de l'an dernier et qui fait apparaître un risque accru de cancer, en particulier de leucémie, chez les enfants de moins de cinq ans vivant à proximité immédiate d'une centrale nucléaire.

L'étude allemande présentant certaines faiblesses, les concepteurs de l'étude CANUPIS ont optimisé certains points. D'une part, l'étude porte sur l'ensemble des enfants nés en Suisse entre 1985 et 2007. D'autre part, elle ne considère pas unique-

ment le domicile où vivaient les enfants malades du cancer au moment du diagnostic, mais aussi tous leurs lieux de domicile antérieurs en remontant jusqu'à leur naissance.

La qualité scientifique et l'indépendance de l'étude sont garanties par un comité consultatif qui rassemble six experts de France, des Pays-Bas, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de Suisse, actifs sur le plan international.

(in www.swissinfo.ch - 9 septembre 2008)

Adieu Vassili Nesterenko

Vassili Nesterenko a consacré la plus grande partie de sa vie professionnelle au service du programme nucléaire civil russe. Le jour de la catastrophe de Tchernobyl, il a survolé la centrale en feu et a immédiatement demandé l'évacuation des habitants dans un rayon de 30 km. Cela lui a valu son poste.

Malgré les embûches créées par le gouvernement biélorusse, Nesterenko s'est alors mis au travail pour organiser l'aide aux populations - surtout les enfants - vivant en zones hautement contaminées. Avec l'association BELRAD qu'il a fondée, il découvre que des cures de pectine de pommes sont capables de réduire l'irradiation interne des enfants. Dès lors, il sillonne les écoles de Biélorussie pour mesurer la contamination des enfants, enseigner les façons d'éviter les aliments les plus contaminés et distribuer des doses de pectine. Nous l'avons rencontré à Bâle en 2003 pour lui remettre un chèque en soutien à BELRAD après avoir vendu des pommes à Genève et à Lausanne. Il était encore venu à Genève devant l'OMS en avril dernier protester en silence contre l'inaction de l'agence onusienne face au drame de Tchernobyl. Le parcours de cet homme et son abnégation ont frappé ceux qui l'ont rencontré. Assurons-nous qu'un jour il sera reconnu et chéri pour les mêmes raisons qu'Alexandre Soljenitsyne l'a été quand il dénonçait courageusement les goulags. Ils ont tous les deux refusé le mensonge, presque seuls. Au péril de leur vie, ils se sont battus pour notre dignité. "La salle était restée inerte, chacun jugeant qu'il exagérait. Il avait insisté, bataillé. L'auditoire était resté sceptique. Quand il avait vu que ses efforts étaient vains, que chacun faisait mine de croire à une situation normale, comme le proclamait la propagande, des larmes de rage s'étaient mises à couler sur son visage..."

"Cet homme, il fallait que je le rencontre", conclut Svetlana Alexievitch. (La Supplication, éd. Lattès), cité dans un texte de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus.

PdR



La coordination romande Sortir du nucléaire et l'Association pour l'indépendance de l'OMS font part de la grande émotion suscitée par le décès survenu à Minsk le 25 août 2008 du

Pr Dr Vassili B. NESTERENKO

directeur de l'Institut biélorusse indépendant de protection radiologique "Belrad"

"Les peuples européens devraient être selon moi infiniment reconnaissants envers les centaines de milliers de liquidateurs qui, au prix de leur vie (en confinant la centrale de Tchernobyl, nldr), sauvèrent le continent d'un malheur atomique gravissime." V.B.Nesterenko

Merci d'adresser vos dons à Belrad, CCP 49 68243 3 avec motif de versement «Les enfants de Tchernobyl Belarus»

Editeur: **Sortir du nucléaire**
Réd. en chef: Marc Oran
Dessinateur: Pal Degome
Ont collaboré à ce numéro: Ph. de Rougemont (PdR), Chr. van Singer (CvS), I. Chevalley (IC), H. Gasser (HG)

Scandaleuse faiblesse du Conseil d'Etat vaudois face au lobby nucléaire !

Le Conseil d'Etat vaudois s'est déclaré le 18.9.2008 favorable à une autorisation d'exploitation de durée illimitée pour la centrale nucléaire de Mühleberg. L'association Sortir du Nucléaire s'élève contre cette décision juridiquement scandaleuse et annonce qu'elle déposera un recours auprès de la Cour constitutionnelle.

Cette décision contrevient à la Constitution vaudoise. En effet, l'art.56 al 4 stipule que l'Etat et les communes "collaborent aux efforts tendant à se passer de l'énergie nucléaire". L'article 83 al 1 lit d soumet au référendum obligatoire "tout préavis, loi ou disposition générale concernant l'utilisation, le transport et l'entreposage d'énergie ou de matière nucléaires". Il est regrettable de devoir invoquer la constitution que le Conseil d'Etat est censé respecter et faire respecter de son propre chef.

Mis à part ces obligations constitutionnelles, le Conseil d'Etat aurait dû considérer que la centrale vieillissante de Mühleberg fait courir à la population des risques inacceptables et que la "zone de risque 2" qui entoure la centrale englobe une partie du canton de Vaud. Cette centrale date de 1972 et sa technologie est aujourd'hui dépassée:

- la progression des fissures dans le manteau du coeur de la centrale n'a pu être stoppée par les agrafes posées par l'exploitant;
- les différentes installations de sécurité ne sont pas physiquement séparées; un seul incident risque d'en endommager plusieurs;
- la vulnérabilité en cas d'attaque terroriste de type 11 septembre est évidente.

Quant au risque de ne plus pouvoir assurer l'approvisionnement en électricité du canton à partir de 2012 si l'autorisation d'exploiter Mühleberg n'est pas renouvelée, l'argument ne tient pas, car la production de Mühleberg ne représente que le 4,37%

de la consommation d'électricité du pays et 1% de la consommation totale d'énergie. A lui seul, par exemple, un éclairage économique généralisé en Suisse permettrait d'éviter une production de courant équivalente à celle de Mühleberg. Le Conseil d'Etat aurait pu et dû privilégier des mesures favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie et le développement des énergies renouvelables, plutôt que de favoriser la poursuite de l'exploitation de cette centrale vieillissante.

Plus une installation industrielle est ancienne, plus elle est sujette à des dysfonctionnements. C'est le démantèlement de la centrale de Mühleberg qui doit être programmé, au lieu d'envisager une prolongation indéterminée de son exploitation.

Sortir du nucléaire coordination romande
www.sortirdunucleaire.ch

Informations complémentaires: Christian van Singer, porte-parole de l'association, conseiller national, 078 793 61 78
christian.vansinger@parl.ch